



**Ville de  
Saint-Tropez**

## ***Compte rendu du Conseil municipal***

Le 19 décembre 2019

### **SEANCE DU 18 DECEMBRE 2019**

L'an deux mille dix-neuf et le mercredi 18 décembre à 17 h, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur le Maire.

#### **Date d'envoi de la convocation et de l'affichage :**

Le 11 décembre 2019

#### **Présents :**

#### **Présents :**

M. TUVÉRI, Maire,

Mme SIRI, Mme ANSELM, M. GIRAUD, Mme SERDJENIAN, M. PERRAULT, adjoints,

M. GUIBOURG, M. HAUTEFEUILLE, M. PETIT, Mme CASSAGNE, Mme REBUFFEL,  
Mme SERRA, Mme ISNARD, Mme GIBERT, Mme GIRODENG, M. BERARD, M. MEDE,  
Mme HAMEL, Mme GUERIN, M. GASPARINI, M. ROUSSEL, Conseillers.

#### **Ont donné procuration :**

M. RESTUITO à M. GUIBOURG

Mme CHAIX à Mme SIRI

M. BOUMENDIL à M. TUVÉRI

M. PREVOST ALLARD à M. GIRAUD

M. COUVE à Mme HAMEL

Mme PELEPOL à M. MEDE

\*\*\*\*\*

Monsieur Bernard ROUSSEL est désigné  
Secrétaire de séance

**2019 / 238**

**Nomination d'un Secrétaire de Séance.**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé aux membres de l'Assemblée Communale de nommer un secrétaire de séance.

Monsieur Bernard ROUSSEL est élu Secrétaire de séance à L'UNANIMITE.

**2019 / 239**

**Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 14 novembre 2019.**

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du 14 novembre 2019.

Le procès-verbal du conseil municipal du 14 novembre 2019 est adopté à l'unanimité.

**2019 / 240**

**Information des décisions municipales prises par délégation du conseil municipal.**

Le Conseil Municipal,

Où les explications de Monsieur le Maire et sur sa proposition,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal 2014/64 du 23 avril 2014,

Vu la délibération du Conseil Municipal 2015/197 du 10 novembre 2015,

Vu la délibération du Conseil Municipal 2016/23 du 23 février 2016,

Vu la délibération du Conseil Municipal 2018/25 du 1<sup>er</sup> février 2018,

**PREND ACTE** des décisions municipales intervenues dans le cadre de la délégation.

**2019 / 241**

**Reprise de biens non amortis à la Semagest dans le cadre de l'ancien contrat d'affermage de 1993.**

L'article IX « Fin du contrat » de ce contrat d'affermage, prévoyait qu'à l'expiration du contrat, les stocks et approvisionnements, ainsi que les biens ne faisant pas partie intégrante du présent contrat, pouvaient être repris par la commune à leur valeur nette comptable.

Aussi, la SEMAGEST a transmis à la commune, une liste de biens non amortis (jointe au présent rapport) pour une valeur nette comptable au 31 mars 2018 de **257 654,71 € HT (309 185,65 € TTC)**.

Il convient donc d'effectuer la reprise de ces biens, par l'émission de mandats de paiement au profit de la SEMAGEST en section d'investissement (chapitre 21, compte 2188, opération 11017) du budget annexe d'exploitation des parcs de stationnement.

Il est précisé que ces biens seront remis à disposition du fermier dans le cadre de la nouvelle délégation de service public de 2018.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

**DECIDE** d'effectuer la reprise de ces biens, par l'émission de mandats de paiement au profit de la Semagest, au chapitre 21, compte 2188, opération 11017 de la section d'investissement du budget annexe d'exploitation des parcs de stationnement, exercice 2019.

**VOTE : 21 pour**

**6 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel, M. Gasparini)**

**2019 / 242**

**Budget principal de la commune. Décision modificative n° 6 : virement de crédits en section d'investissement. Exercice 2019.**

Conformément à la législation en vigueur, les prévisions inscrites au budget primitif de l'année peuvent être modifiées en cours de l'exercice par l'assemblée délibérante.

Il est proposé d'apporter les modifications budgétaires suivantes par décision modificative n° 6.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Il s'agit d'effectuer un virement de crédits d'opération à opération pour un montant de 2 100 000 € comme détaillé ci-après :

- De l'opération 1164 « aménagement d'une halle des sports au Moulin Blanc » (dojo, ...) (compte budgétaire 2313),
- A l'opération 1015 « aménagement du stade d'honneur » (compte budgétaire 2313) afin de compléter les crédits budgétaires pour financer intégralement l'ensemble des lots de travaux.

Le Conseil municipal,

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

Après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer le virement de crédits en section d'investissement par décision modificative n° 6 du budget principal de la commune au titre de l'exercice 2019, tel que détaillé précédemment et dans l'état joint à la présente.

**VOTE :** 19 pour

3 abstentions (Mme Pelepol, M. Mède, M. Gasparini)

5 contre (M. Bérard, M. Couve, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Roussel)

**2019 / 243**

**Budget principal de la commune. Adoption du budget primitif. Exercice 2020.**

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

**1. ADOPTE** les propositions budgétaires de Monsieur le Maire, y compris les pièces annexes,

**2. ARRETE** le budget primitif du budget principal de la commune pour l'exercice 2020, au montant global, toutes sections confondues, de 38 883 801 €, dont 31 935 301 € pour la section de fonctionnement et 6 948 500 € pour la section d'investissement,

**3. PRECISE** que la section de fonctionnement est votée au niveau du chapitre et la section d'investissement au niveau du chapitre avec les chapitres « opérations d'équipement », sans vote formel sur chacun des chapitres.

**VOTE :** 19 pour

1 abstention (M. Gasparini)

7 contre (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Roussel)

**2019 / 244**

**Budget annexe de l'assainissement. Adoption du budget primitif. Exercice 2020.**

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,  
Vu le conseil d'exploitation de l'assainissement du 24 septembre 2019,  
Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale »  
en date du 9 décembre 2019,

1. **ADOpte** les propositions budgétaires de Monsieur le Maire, y compris les pièces annexes.

2. **ARRETE** le budget primitif 2020 du budget annexe de l'assainissement, dont la balance s'établit comme suit :

|                                              |                    |
|----------------------------------------------|--------------------|
| Dépenses et recettes de fonctionnement ..... | 1 268 100 €        |
| Dépenses et recettes d'investissement .....  | <u>562 100 €</u>   |
|                                              | <b>1 830 200 €</b> |

3. **PRECISE** que la section de fonctionnement est votée au niveau du chapitre et la section d'investissement au niveau du chapitre avec les chapitres « opérations d'équipement », sans vote formel sur chacun des chapitres.

**VOTE :**        **19 pour**  
                      **4 abstentions (M. Bérard, Mme Pelepol, M. Mède, M. Gasparini**  
                      **4 contre (M. Couve, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Roussel)**

**2019 / 245**

**Budget annexe du port. Adoption du budget primitif. Exercice 2020.**

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,  
Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation en date du 29 octobre 2019,  
Vu l'avis favorable du conseil portuaire en date du 29 octobre 2019,  
Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale »  
en date du 9 décembre 2019,

1. **ADOpte** les propositions budgétaires de Monsieur le Maire, y compris les pièces annexes.

2. **ARRETE** le budget primitif du budget annexe du port pour l'exercice 2020, dont la balance s'établit comme suit :

|                                          |                           |
|------------------------------------------|---------------------------|
| Dépenses et recettes de fonctionnement : | <b>8 657 800 €</b>        |
| Dépenses et recettes d'investissement :  | <u><b>1 165 100 €</b></u> |
|                                          | <b>9 822 900 €</b>        |

3. **PRECISE** que la section de fonctionnement est votée au niveau du chapitre et la section d'investissement au niveau du chapitre avec les chapitres « opérations d'équipement » sans vote formel sur chacun des chapitres.

**VOTE :** **19 pour**  
                      **2 abstentions (M. Bérard, M. Gasparini)**  
                      **6 contre (M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Roussel)**

**2019 / 246**

**Budget annexe du cimetière. Adoption du budget primitif. Exercice 2020.**

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

1. **ADOpte** les propositions budgétaires de Monsieur le Maire, y compris les pièces annexes.

2. **ARRETE** le budget primitif 2020 du budget annexe du cimetière dont la balance générale s'établit comme suit :

|                                              |                  |
|----------------------------------------------|------------------|
| Dépenses et recettes de fonctionnement ..... | 68 000 €         |
| Dépenses et recettes d'investissement .....  | 58 050 €         |
| <b>Total :</b>                               | <b>126 050 €</b> |

3. **PRECISE** que les sections de fonctionnement et d'investissement sont votées par chapitre.

**VOTE :**        **22 pour**  
                      **1 abstention (M. Bérard)**  
                      **4 contre (M. Couve, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Roussel)**

**2019 / 247**

**Budget annexe des transports publics urbains. Adoption du budget primitif. Exercice 2020.**

Le Conseil Municipal,

Après avoir délibéré,

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

1. **ADOpte** les propositions budgétaires de Monsieur le Maire, y compris les pièces annexes.

2. **ARRETE** le Budget Primitif 2020 du budget annexe des transports publics urbains dont la balance générale s'établit comme suit :

|                                              |                  |
|----------------------------------------------|------------------|
| Dépenses et recettes de fonctionnement ..... | 255 400 €        |
| Dépenses et recettes d'investissement .....  | 43 900 €         |
| <b>Total :</b>                               | <b>299 300 €</b> |

3. **PRECISE** que la section de fonctionnement est votée au niveau du chapitre et la section d'investissement au niveau du chapitre avec les chapitres « opérations d'équipement », sans vote formel sur chacun des chapitres.

**VOTE :**        **21 pour**  
                      **1 abstention (M. Bérard)**  
                      **5 contre (M. Couve, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Gasparini, M. Roussel)**

**Attribution d'une subvention d'équilibre du budget communal au budget annexe des transports publics urbains. Exercice 2020.**

**Le Conseil Municipal,**

Considérant que l'équilibre du budget annexe des Transports Publics Urbains par les seules redevances est impossible,

**Après en avoir délibéré,**

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

1. **ATTRIBUE** au titre de l'exercice 2020, une subvention d'équilibre de **250 000 €** du budget principal de la Commune au budget annexe des Transports Publics Urbains,
2. **DEMANDE** pour ce faire, dérogation à Monsieur le Préfet du Var,
3. **ACCEPTE** les règles de calcul et de modalités de versement présentées en annexes n° 1 et 2 et ci-dessus définies,
4. **S'ENGAGE** à inscrire cette dépense au chapitre 65, article 657364 du Budget principal de la Commune pour l'exercice 2020.

**VOTE :**

**21 pour**

6 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Gasparini, M. Roussel)

## 2019 / 249

**Budget annexe d'exploitation des parcs de stationnement. Adoption du budget primitif.**  
**Exercice 2020.**

**Le Conseil Municipal,**

Vu le conseil d'exploitation du budget annexe d'exploitation des parcs de stationnement du 17 septembre 2019,

Vu la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019.

1. **ADOPTÉ** la proposition budgétaire de Monsieur le Maire, y compris les pièces annexes.
2. **ARRETE** le budget primitif 2020 du budget annexe d'exploitation des parcs de stationnement » dont la balance s'établit comme suit :

|                                              |                    |
|----------------------------------------------|--------------------|
| Dépenses et recettes de fonctionnement ..... | 3 088 100 €        |
| Dépenses et recettes d'investissement .....  | <u>209 400 €</u>   |
|                                              | <b>3 297 500 €</b> |

- 3. PRECISE** que la section de fonctionnement est votée au niveau du chapitre et la section d'investissement au niveau du chapitre avec les chapitres « opérations d'équipement », sans vote formel sur chacun des chapitres.

**VOTE :**

**19 pour**

**8 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Gasparini, M. Roussel)**

**2019 / 250**

**Budget annexe de gestion des cinémas et salles communales. Adoption du budget primitif. Exercice 2020.**

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Vu le conseil d'exploitation de gestion des cinémas et des salles communales du 17 septembre 2019,

Vu la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

4. **ADOpte** les propositions budgétaires de Monsieur le Maire, y compris les pièces annexes.

5. **ARRETE** le budget primitif 2020 du budget annexe de gestion des cinémas et des salles communales dont la balance s'établit comme suit :

|                                              |                  |
|----------------------------------------------|------------------|
| Dépenses et recettes de fonctionnement ..... | 727 100 €        |
| Dépenses et recettes d'investissement .....  | 210 400 €        |
|                                              | <b>937 500 €</b> |

6. **PRECISE** que la section de fonctionnement est votée au niveau du chapitre et la section d'investissement est votée au niveau du chapitre avec les chapitres « opérations d'équipement » sans vote formel sur chacun des chapitres.

**VOTE :**        24 pour  
                     3 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Hamel)

**2019 / 251**

**Attribution d'une subvention d'équilibre du budget principal de la commune au budget annexe de gestion des cinémas et salles communales. Exercice 2020.**

Le Conseil Municipal,

Considérant que l'équilibre du budget annexe de gestion des cinémas et des salles communales par ses propres ressources est impossible,

Après en avoir délibéré,

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation en date du 17 septembre 2019,

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre,

1. **SOLLICITE** l'attribution au titre de l'exercice 2020, d'une subvention d'exploitation de 530 000 € du budget principal de la commune au budget annexe de gestion des cinémas et des salles communales pour les motifs détaillés ci-dessus,

2. **DEMANDE**, pour ce faire, dérogation à Monsieur le Préfet du Var,

3. **ACCEPTE** les règles de calcul et de modalités de versement présentées en annexes n° 1 et 2 et ci-dessus définies,

4. **S'ENGAGE** à inscrire cette dépense au chapitre 65, article 657364 du budget principal de la commune pour l'exercice 2020.

**VOTE :**        24 pour  
                     3 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Hamel)

Conformément à la réglementation en vigueur (code général de la propriété des personnes publiques et de la jurisprudence constante), toute occupation du domaine public est assujettie au paiement d'une redevance même en l'absence d'autorisation.

L'ensemble des tarifs des droits de place et de voirie prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## I / DROITS DE VOIRIE

(Arrondis au centime inférieur ou supérieur)

### 1) TARIFS DE VOIRIE

#### 1-1) Tarification

| ■ TRAVAUX ET DIVERS                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                |                                                                |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Tarifs 2019                                                    | Tarifs 2020                                                    |
| ■ Travaux sur les bâtiments communaux et travaux effectués par ou pour la Ville de Saint-Tropez                                                                                                                                                                                                                                   | Gratuité<br>Code Général Propriété<br>des personnes- art L2125 | Gratuité<br>Code Général Propriété<br>des personnes- art L2125 |
| ■ Occupation domaine public souterrain (Forfait mètre linéaire)                                                                                                                                                                                                                                                                   | 51,90 €                                                        | 51,90 €                                                        |
| ■ Obstruction partielle ½ journée par voie                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 34,65 €                                                        | 34,65 €                                                        |
| ■ Obstruction totale ½ journée par voie                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 57,85 €                                                        | 57,85 €                                                        |
| ■ Benne, matériel, stationnement et autres pour travaux :<br>- Bennes à décombres ou goulottes d'évacuation ou dépôts de matériaux (sur ou en aplomb du DP / jour)<br>- Stationnements véhicules et autres contenants par jour/véhicule<br>- Matériel mobile par jour                                                             | 23,20 €                                                        | 23,20 €                                                        |
| ■ Echafaudages (sur ou en surplomb du DP) et autres matériels mètre/linéaire/jour                                                                                                                                                                                                                                                 | 2,80 €                                                         | 2,80 €                                                         |
| ■ Non restitution d'une plaque de rue                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 150 €                                                          | 150 €                                                          |
| ■ Dégradation de panneaux signalétique et de signalisation routière                                                                                                                                                                                                                                                               | 100 € / panneau                                                | 100 € / panneau                                                |
| ■ Chantiers du 1 <sup>er</sup> au 4 <sup>ème</sup> mois en m <sup>2</sup> par mois<br>Abattement de 20 % par trimestres suivants (tout mois entamé est dû) :<br>- du 5 <sup>ème</sup> au 7 <sup>ème</sup> mois :<br>- du 8 <sup>ème</sup> au 10 <sup>ème</sup> mois :<br>- du 11 <sup>ème</sup> au 13 <sup>ème</sup> mois et plus | 36,45 €<br><br>29,15 €<br>23,30 €<br>18,65 €                   | 36,45 €<br><br>29,15 €<br>23,30 €<br>18,65 €                   |
| ■ Tournage film ( <u>hors convention</u> )<br>- jour ½ journée<br>- nuit <sup>1</sup><br>- stationnement/véhicule/jour                                                                                                                                                                                                            | <br>230,65 €<br>565,10 €<br>25 €                               | <br>230,65 €<br>565,10 €<br>25 €                               |
| ■ Prises de vue photographies<br>- jour<br>- nuit <sup>1</sup><br>- stationnement/véhicule/jour                                                                                                                                                                                                                                   | <br>110,35 €<br>222,80 €<br>25 €                               | <br>110,35 €<br>222,80 €<br>25 €                               |

<sup>1</sup> Heures légales : 21h00 – 6h00

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                            |                                                                                                                                            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Convention de stationnement/jour/véhicule<br/> <b>Pour une ouverture saisonnière</b> entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre, soit <b>214 jours</b> soit plein tarif<br/> <b>Pour une ouverture annuelle</b>, soit <b>365 jours</b> avec un abattement de <b>50%</b><br/> <b>Pour une ouverture annuelle partielle</b> inférieure ou égale à <b>334 jours</b> c'est-à-dire entre <b>8 et 11 mois</b> d'ouverture soit un abattement de <b>40 %</b></li> <li>▪ Occupation ou privatisation illégale du domaine public en dehors des dates de la convention.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p>7,95 €<br/>1 701,30 € / véhicule</p> <p>4 €<br/>1460 € / véhicule</p> <p>4,80 €<br/>1 603,20 € / véhicule</p> <p>10 €/jour/véhicule</p> | <p>7,95 €<br/>1 701,30 € / véhicule</p> <p>4 €<br/>1460 € / véhicule</p> <p>4,80 €<br/>1 603,20 € / véhicule</p> <p>10 €/jour/véhicule</p> |
| ▪ Emplacements occupés par des taxis, auto-écoles (voiture/an)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 280,50 €                                                                                                                                   | 280,50 €                                                                                                                                   |
| ▪ Emplacement pour véhicules de transports de fonds /emplacement /an                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 2 000 € / an                                                                                                                               | 2 000 € / an                                                                                                                               |
| ▪ Transports exceptionnels : tout passage de transport exceptionnel nécessitant l'intervention des services municipaux de jour ou de nuit (astreinte) Forfait                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | 300 €                                                                                                                                      | 300 €                                                                                                                                      |
| <b>▪ MANIFESTATIONS ET EVENEMENTS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                                                            |                                                                                                                                            |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Inauguration commerces et autres : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Hors zone 1</u> : <ul style="list-style-type: none"> <li>surface ≤10 m<sup>2</sup> 50 €</li> <li>surface &gt;11 m<sup>2</sup> /m<sup>2</sup>/jour 11,55 €</li> </ul> </li> <li>• <u>Zone 1</u> « les quais » : <ul style="list-style-type: none"> <li>surface ≤10 m<sup>2</sup>/jour 250 €</li> <li>surface &gt;11 m<sup>2</sup> /jour 500 €</li> </ul> </li> <li>• Stationnement /jour/véhicule (sauf les quais sous convention) : 150 €</li> </ul> </li> <li>- Manifestations situées batterie du môle ou promenade du môle ou Citadelle/par événement (durée maxi 5 jours) 5000 €</li> <li>- Manifestations secteur groupé batterie et promenade du môle/par événement (durée maximum 5 jours) 7000 €</li> <li>- Manifestations situées sur les places Garonne ou Celli (forfait) 1000 € / jour<br/>5000 € / semaine</li> <li>- Mariage Place de l'Ormeau : <ul style="list-style-type: none"> <li>surface ≤100 m<sup>2</sup> 100 €</li> <li>≤100 m<sup>2</sup> avec ou sans traiteur 500 €</li> </ul> </li> </ul> |                                                                                                                                            |                                                                                                                                            |
| ▪ Forfait branchement électrique par emplacement/jour                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 58 €                                                                                                                                       | 58 €                                                                                                                                       |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Forfait braderie des commerçants par m<sup>2</sup> sur 1,5 m de profondeur <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commerçants dans le périmètre braderie 48 €/m<sup>2</sup>/4 jours</li> <li>- CNS sur la place Carnot 37 €/m<sup>2</sup>/3 jours</li> </ul> </li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                            |                                                                                                                                            |

## 1-2) Pénalités et autres frais

a) **Indemnités de retard sur les droits de voirie du point 1.1) : pénalités de 10 %** du montant dû appliquées 30 jours après la date d'émission de la facture.

## b) Occupation sans droit ni titre

|                                                       | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|-------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| ▪ pour les bennes, véhicules et autres (forfait/jour) | 60 €        | 60 €        |
| ▪ pour les obstructions partielles / jour             | 200 €       | 200 €       |
| ▪ pour les obstructions totales / jour                | 300 €       | 300 €       |
| ▪ Echafaudages (ml/jour)                              | 10 €        | 10 €        |

## c) Frais de dossier : applicable à l'ensemble des droits de voirie du point 1.1)

A.R : 6 € de frais de correspondance par unité de courrier

Frais administratifs divers : 6 € (KBis ou autres)

## 2) LES TERRASSES

### 2.1) Le zonage :

La commune de Saint-Tropez a mis en place une modulation tarifaire permettant la prise en compte des particularités des différents quartiers de Saint-Tropez (port, vieille ville, périphérie...), en retenant 5 zones.

La situation géographique, les aménagements et embellissements réalisés sont également des éléments qui favorisent la fréquentation touristique et ne bénéficient pas de façon identique à tous les commerçants.

Les 5 zones sont ainsi définies :

| SITUATION EN 2020 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ZONE 1            | Quai Jaurès, quai Suffren, quai Mistral, quai Bouchard                                                                                                                                                                                                                                                      |
| ZONE 2            | Places Carnot, 15 <sup>ème</sup> Corps, Garonne, bd Vasserot, rue du Cepoun Sanmartin, Place de l'hôtel de Ville, rue de la Ponche, place du Révelen.<br>Secteur Annonciade : place Celli, rue Seillon, Quai Péri, Allée du Quai de l'épi (côté Entrée du parking - poste), rue de l'annonciade et du Musée |
| ZONE 3            | Secteur périphérie de la vieille ville : Rue des Remparts.                                                                                                                                                                                                                                                  |
| ZONE 4            | Allée du Quai de l'Epi (coté Capitainerie)<br>Tout le reste de la vieille ville                                                                                                                                                                                                                             |
| ZONE 5            | Toutes les autres voies de la commune                                                                                                                                                                                                                                                                       |

### 2.2) Définitions des terrasses et étalages

#### 2.2.1) Les terrasses

Les terrasses ouvertes, semi-fermées ou fermées sont des installations permises exclusivement aux restaurateurs, exploitants de salons de thé et débitants de boissons (dont le KBis du registre du commerce mentionne la consommation sur place), à l'exception des quais de la zone 1 et 4 (vente de textile, parfums et souvenirs en terrasses semi-fermées et fermées)

#### TERRASSES OUVERTES

Type 1 : simples, non délimitées.

Elles comportent uniquement du mobilier, tables, chaises, porte-menus, parasols, stores, planchers mobiles...

Le périmètre n'est pas matérialisé par d'autres installations et peut être traversé en tout sens librement par tout usager.

L'ensemble de ces installations doit être rangé à l'intérieur du commerce en dehors des heures d'ouverture.

Type 2 : délimitées par des dispositifs mobiles, non ancrés dans le sol.

Elles comportent du mobilier, tables, chaises, porte-menus, parasols, stores, planchers mobiles, et peuvent être délimitées par des écrans ou des jardinières installées dans la limite de l'emplacement accordé et ne dépassant pas 1,30 mètre de hauteur par rapport au niveau du sol.

L'ensemble de ces installations doit être rangé à l'intérieur du commerce en dehors des heures d'ouverture.

### **TERRASSES SEMI-FERMEES**

#### Type 3

Elles comportent du mobilier, tables, chaises, porte-menus, planchers mobiles. Elles peuvent être couvertes ou découvertes. Elles sont délimitées par des dispositifs fixes, installés de façon permanente, mais ne disposent pas de système de fermeture complet et peuvent être traversées par un ou plusieurs côtés. Ces équipements doivent être facilement démontables.

L'ensemble de ces installations peut être rangé à l'intérieur du commerce en dehors des heures d'ouverture.

### **TERRASSES FERMEES**

#### Type 4

Elles comportent du mobilier, tables, chaises, porte-menus, planchers mobiles. Elles sont délimitées par des dispositifs fixes dont le périmètre est clôt, empêchant l'accessibilité de tout usager lorsque les systèmes de fermeture sont verrouillés.

Ces équipements : toits, écrans, vélums ou vérandas construites et couvertes, perpendiculairement et parallèlement aux façades, doivent être facilement démontables. Chaque terrasse doit être indépendante de la salle, qui doit être munie d'une fermeture.

### **2.2.2) Les étalages et dépôts de matériel**

Les étalages concernent les autres types de commerces. Ils sont destinés à la présentation ou l'exposition de tous les objets ou denrées, dont la vente s'effectue à l'intérieur des boutiques devant lesquelles ils sont établis. Ils ne peuvent constituer que des accessoires aux commerces principaux.

Les dépôts de matériel et objets divers concernent les objets nécessaires à l'exercice du commerce. Ils ne peuvent être installés que dans les limites des autorisations accordées.

### **2.3) Les métrages**

Le calcul de l'emprise au sol des tables et des chaises tient compte des espaces de débatement des chaises. L'emprise au sol minimum est calculée pour une table carrée de 0,80m x 0,80m soit :

- ° 2 m<sup>2</sup> avec deux chaises
- ° 3.50 m<sup>2</sup> avec quatre chaises

Pour les étalages la surface est calculée au réel.

### **2.4) Tarifications des terrasses et étalages par M<sup>2</sup> et par an (pas de prorata temporis)**

| <b>ZONE 1 - Littoral : Quai Suffren, Quai Jaurès - Quai Mistral, Quai Bouchard</b> |                    |                    |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                    | <b>Tarifs 2019</b> | <b>Tarifs 2020</b> |
| ▪ zone 1 - fermée                                                                  | 372,05 €           | 372,05 €           |
| ▪ zone 1 - semi fermée                                                             | 289,85 €           | 289,85 €           |
| ▪ zone 1 - ouverte                                                                 | 241,55 €           | 241,55 €           |

**ZONE 2**

Place des Lices (place Carnot, boulevard Vasserot, place Garonne)  
 Rue Cepoun San Martin, place aux Herbes, place de l'Hôtel de Ville, rue de la Ponche,  
 place du Révelen  
 Quai de l'épi (côté résidence du nouveau port), quai Péri (les chantiers), places Celli,  
 Grammont, La Poste, rue Seillon (de la partie de la poste jusqu'à la place Grammont), rue  
 de l'annonciade et rue du musée.

|                        | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|------------------------|-------------|-------------|
| ▪ zone 2 - fermée      | 238,60 €    | 238,60 €    |
| ▪ zone 2 - semi-fermée | 208,85 €    | 208,85 €    |
| ▪ zone 2 - ouverte     | 190,43 €    | 190,43 €    |

**ZONE 3 : Rue des Remparts**

|                        | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|------------------------|-------------|-------------|
| ▪ zone 3 - fermée      | 223,95 €    | 223,95 €    |
| ▪ zone 3 - semi-fermée | 194,60 €    | 194,60 €    |
| ▪ zone 3 - ouverte     | 171,35 €    | 171,35 €    |

**ZONE 4 : Allée du quai de l'Epi, Vieille ville**

|                        | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|------------------------|-------------|-------------|
| ▪ zone 4 - fermée      | 199,35 €    | 199,35 €    |
| ▪ zone 4 - semi-fermée | 170,65 €    | 170,65 €    |
| ▪ zone 4 - ouverte     | 147,35 €    | 147,35 €    |

**ZONE 5 : Autres voies publiques de la commune**

|                        | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|------------------------|-------------|-------------|
| ▪ zone 5 - fermée      | 174,85 €    | 174,85 €    |
| ▪ zone 5 - semi-fermée | 148,05 €    | 148,05 €    |
| ▪ zone 5 - ouverte     | 132,70 €    | 132,70 €    |

**MOBILIERS ET DISPOSITIFS DIVERS (toutes zones confondues)**

|                                                                                        | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| ▪ Mannequins, Porte cartes et journaux, présentoirs, panneaux, tonneau. Par objet / an | 90 €        | 90 €        |
| ▪ Divers appareils électriques... Par objet / an                                       | 200 €       | 200 €       |
| ▪ Jardinières ou mobiliers séparatifs. Par objet / an (hors terrasse)                  | 50 €        | 50 €        |

**Terrasses sans exploitation commerciale et particuliers (toutes zones confondues)**

|                                                                                                            | Tarifs 2019            | Tarifs 2020            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| ▪ Terrasse non occupée « commerciale » / m <sup>2</sup> / an                                               | 18,05 €                | 18,05 €                |
| ▪ Terrasse non occupée « non commerciale » / m <sup>2</sup> / an                                           | 72,95 €                | 72,95 €                |
| ▪ SCI REAL DEVELOPMENT - Dalle de la Pesquière : (15.5 m <sup>2</sup> ) soit 72.95 €/m <sup>2</sup> /an    | 1 130,75 €             | 1 130,75 €             |
| ▪ SCI LE PALMYRE : (91 m <sup>2</sup> ) soit 72.95 €/m <sup>2</sup> /an                                    | 6 638,45 €             | 6 638,45 €             |
| ▪ Occupation « HÔTEL DE PARIS » m <sup>2</sup> /an : (42 m <sup>2</sup> ) soit 216,30 €/m <sup>2</sup> /an | 216,30 €<br>9 084,60 € | 216,30 €<br>9 084,60 € |

## 2.5) Modalités de recouvrement

Pour des facilités de gestion, les modalités de recouvrement sont simplifiées et s'effectuent soit :

- pour les sommes = ou < 5 000 € : en 1 fois, avant le 31 mai
- pour les sommes > à 5 000 € : en deux fois, avant les 31 mai et 31 juillet

## 2.6) Les pénalités et autres frais

### a) Occupation sans droit ni titre : (+ frais de dossier)

|                                                                                                                                                      | Tarifs 2019                  | Tarifs 2020                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| <b>TERRASSES :</b>                                                                                                                                   |                              |                              |
| ▪ Pour les zones 2 / 3 / 4 / 5                                                                                                                       | 450 € / m <sup>2</sup> / an  | 450 € / m <sup>2</sup> / an  |
| ▪ Pour la zone 1                                                                                                                                     | 600 € / m <sup>2</sup> / an  | 600 € / m <sup>2</sup> / an  |
| ▪ Encombrement gênant sur les trottoirs, la chaussée ou autres /m <sup>2</sup> /jour                                                                 | 135 € /m <sup>2</sup> / jour | 135 € /m <sup>2</sup> / jour |
| ▪ Mannequins, tonneaux, portes menus, autres objets non autorisés sur le domaine public                                                              | 300 € /unité/ an             | 300 € /unité/ an             |
| ▪ Pose de tapis ou revêtements sans autorisation / m <sup>2</sup> /an.                                                                               | 100 € / m <sup>2</sup> / an  | 100 € / m <sup>2</sup> / an  |
| ▪ Forfait enlèvement de mobiliers, matériels ou autres sans autorisation (Auquel s'ajoutera l'occupation sans droit ni titre du domaine public / an) | 100 € / unité / enlèvement   | 100 € / unité / enlèvement   |

L'occupation sans droit ni titre s'applique aux établissements qui occupent le domaine public sans aucune autorisation de l'autorité territoriale. Cela concerne :

- les terrasses qui n'ont pas fait l'objet d'un arrêté d'occupation pour l'année en cours [délivré avant la saison sur présentation des pièces justificatives] soit avant le 1<sup>er</sup> avril,
  - les débordements constatés durant la saison [toute occupation située en dehors des limites de l'arrêté] tables, chaises, porte-menus, mannequins, jardinières, objets de décoration etc. ... (minimum 1 m<sup>2</sup>),
  - Les dépôts de mobilier tels que les drapeaux sur mât, oriflammes, banderoles, porte revues publicitaires, objets gonflables ou lumineux, au sol ou en surplomb du domaine public qui sont strictement interdits sur le territoire de la Commune,
  - Les publicités en faveur du tabac et de l'alcool sur le domaine public et le domaine privé visible du domaine public,
  - L'exposition de textiles (portants à vêtements, chapeaux etc...) ou divers objets, contre les façades fixes et démontables, portes, et au sol en dehors de l'emprise autorisée est interdite,
  - La pose de tapis ou de revêtement recouvrant le sol (sauf autorisation dans le cadre d'un évènement ponctuel).
- b) **Indemnités de retard** : (+ frais de dossier) Elles sont appliquées 15 jours après la dernière échéance : pénalités de 10 % du montant dû, à partir des dates d'échéances prévues par décision municipale notifiées par lettre recommandée AR ou à la personne.
- c) **Frais de dossier** : applicables à l'ensemble des droits de voirie

A.R : 6 € de frais de correspondance par unité de courrier,  
Frais administratifs divers : 6 € (KBis ou autres)

d) **Procédure d'enlèvement de matériel mis en place sur le domaine public communal sans autorisation municipale :**

- Mise en demeure d'enlèvement sous 48 heures avec accusé de réception.
- A défaut d'exécution dans ce délai, procédure d'enlèvement aux frais du contrevenant.
- Titre de recette à acquitter auprès de la Perception de Saint-Tropez dès réception de l'avis des sommes à payer du Trésor Public.

**3) AOT TERRESTRE**

Les tarifs applicables par an aux A.O.T terrestres se décomposent de la façon suivante :

|                                                                        | Tarifs 2019      | Tarifs 2020      |
|------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
| ▪ Sol nu / m <sup>2</sup> / an                                         | 34,50 €          | 34,50 €          |
| ▪ Hangar / m <sup>2</sup> / an                                         | 45,90 €          | 45,90 €          |
| ▪ Emprise générale de l'esplanade entrée de ville / m <sup>2</sup> /an | 204,70 €         | 204,70 €         |
| ▪ Terrasse ouverte / m <sup>2</sup> /an                                | 204,70 €         | 204,70 €         |
| ▪ Terrasse fermée / m <sup>2</sup> /an                                 | 256,35 €         | 256,35 €         |
| ▪ Moyen de levage fixe /an                                             | 1389,85 €        | 1389,85 €        |
| ▪ Moyen de levage mobile /an                                           | 2785,70 €        | 2785,70 €        |
| ▪ Magasin-vitrine /m <sup>2</sup> /an                                  | 557,10 €         | 557,10 €         |
| ▪ Préfabriqué vente /m <sup>2</sup> /an                                | 365,05 €         | 365,05 €         |
| ▪ Préfabriqué bureau m <sup>2</sup> /an                                |                  |                  |
| + Bureau dans bâtiment /m <sup>2</sup> /an                             | 306,85 €         | 306,85 €         |
| ▪ Locaux semi-enterrés /m <sup>2</sup> /an                             | 404,20 €         | 404,20 €         |
| ▪ Manège du Port / semaine                                             | 235,75 €/semaine | 235,75 €/semaine |
| + stand divers / semaine                                               | 30 €/semaine     | 30 €/semaine     |
| ▪ Télescopes (par télescope/an)                                        | 488,90 €         | 488,90 €         |

Frais de pose du compteur d'eau et d'électricité et fourniture à la charge de l'exploitant.

- L'occupation sans droit ni titre pour les AOT terrestre, s'applique aux établissements ou aux personnes qui occupent le domaine public sans aucune autorisation de l'autorité territoriale (tarifs droits de voirie de l'article 2.6).

**4) PEINTRES DU PORT**

Surface minimum de 2 m<sup>2</sup> pour les peintres et 1 m<sup>2</sup> pour les portraitistes.

Les vendeurs sur les stands doivent être déclarés et autorisés par la mairie.

|                                                                | Tarifs 2019     | Tarifs 2020     |
|----------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
| ▪ Tarif portraitiste - 1 m <sup>2</sup>                        | 1 080 € / an    | 1 080 € / an    |
| ▪ Tarif Peintre « privilège »                                  | 2 160 € / an    | 2 160 € / an    |
| ▪ Tarif peintre avec reprographies                             | 2 520 € / an    | 2 520 € / an    |
| ▪ Tarif peintre avec vendeur                                   | 2 815,20 € / an | 2 815,20 € / an |
| ▪ Tarif peintre avec reprographies et/ou vendeur et/ou galerie | 3 182,40 € / an | 3 182,40 € / an |

Pas de prorata temporis.

Pour bénéficier du tarif « privilège », il faut remplir les 3 critères suivants :

- 1 Exercer son activité de peintre sur le port ;
- 2 Vendre soit même ses toiles sur son emplacement ;
- 3 Ne pas vendre de reprographies ;
- 4 Ne pas posséder de galerie.

a) Occupation sans droit ni titre « peintres du Port »

|                                 | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|---------------------------------|-------------|-------------|
| ▪ Tarif / m <sup>2</sup> / MOIS | 350 €/mois  | 350 €/mois  |

S'applique aux peintres qui débordent durant la saison (en dehors des limites de l'arrêté).

## II / DROITS DE PLACE

(Arrondis au centime inférieur ou supérieur)

### 1) Tarifs des marchés

#### 1-2) Cabines du petit marché couvert

|                                                   |                           | TARIFS 2019 | TARIFS 2020 |
|---------------------------------------------------|---------------------------|-------------|-------------|
| Prix / m <sup>2</sup> /an<br>Produits transformés |                           | 479,05 €    | 479,05 €    |
| Prix au m <sup>2</sup> /an : produits frais       |                           | 412,30 €    | 412,30 €    |
| Cabines                                           | Surface en m <sup>2</sup> |             |             |
| N° 1                                              | 13,67 m <sup>2</sup>      | 6 548,60 €  | 6 548,60 €  |
| N° 2                                              | 9,95 m <sup>2</sup>       | 4 766,55 €  | 4 766,55 €  |
| N° 3                                              | 13,82 m <sup>2</sup>      | 6 620,45 €  | 6 620,45 €  |
| N° 4                                              | 15,15 m <sup>2</sup>      | 7 257,60 €  | 7 257,60 €  |
| N° 5                                              | 17,64 m <sup>2</sup>      | 8 450,45 €  | 8 450,45 €  |
| N° 6                                              | 17,64 m <sup>2</sup>      | 7 273,00 €  | 7 273,00 €  |
| N° 7                                              | 14,33 m <sup>2</sup>      | 6 864,80 €  | 6 864,80 €  |
| TOTAL                                             |                           | 47 781,45 € | 47 781,45 € |

- Modalité de recouvrement : auprès de la Perception de Saint-Tropez dès réception de l'avis de somme à payer du Trésor Public,
- Tout équipement installé dans les parties communes sera facturé au tarif d'occupation sans droit ni titre des terrasses + 6 € de frais de correspondance (RAR),
- Après constatation d'une fermeture, durant la basse saison, supérieure aux délais légaux des congés annuels de 5 semaines et sans justificatif, la commune pourra retirer l'autorisation d'exploiter la cabine à son titulaire,
- Les frais d'entretien des bacs à graisse sont refacturés annuellement par la mairie au tarif au réel,
- Les frais de décapage effectués au cours de la saison (selon le besoin) sont refacturés annuellement par la mairie au tarif au réel.

#### 1-3) LES MARCHES : Carnot, XV<sup>ème</sup> Corps, place aux Herbes, marché au poisson, foire annuelle et autres manifestations commerciales : M<sup>2</sup>/jour <sup>2</sup>

##### a) Vendeurs non sédentaires - M<sup>2</sup> / jour

|                                                                                      | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| ▪ Marché hiver                                                                       | 0,90 €      | 0,90 €      |
| ▪ Marché été                                                                         | 2,60 €      | 2,60 €      |
| ▪ Revendeurs, mareyeurs, poissonniers<br>(marché aux poissons) M <sup>2</sup> / jour | 1,65 €      | 1,65 €      |

##### b) Frais de nettoyage forains marchés des Lices, 15<sup>ème</sup> Corps, marché aux poissons, place aux Herbes : m<sup>2</sup>/jour

|                     | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|---------------------|-------------|-------------|
| ▪ poissons          | 0,66 €      | 0,66 €      |
| ▪ fruits et légumes | 0,56 €      | 0,56 €      |
| ▪ autres            | 0,43 €      | 0,43 €      |

<sup>2</sup> Tarifs été appliqués du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre

**c) Véhicules magasin et véhicules dans l'emprise du marché - M<sup>2</sup>/jour**

|               | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|---------------|-------------|-------------|
| ▪ Tarif hiver | 0,90 €      | 0,90 €      |
| ▪ Tarif été   | 2,60 €      | 2,60 €      |

**d) Stationnement hors emprise commerciale du marché**

|                                                                                      | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| ▪ d1) Forfait par commerçant période estivale :<br>tarification été de 6 h à 14 h 30 |             |             |
| - Berline / forfait jour                                                             | 10 €        | 10 €        |
| - Fourgon/ forfait jour                                                              | 11,30 €     | 11,30 €     |
| ▪ d2) Forfait par commerçant période hivernale :                                     |             |             |
| - Berline - forfait jour                                                             | 7,70 €      | 7,70 €      |
| - Fourgon - forfait jour                                                             | 9 €         | 9 €         |

**Tarifs des autres commerces et activités non sédentaires**

|                                                                                    | Tarifs 2019                        | Tarifs 2020                        |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| ▪ Marchands de glaces ambulants - Place Carnot et Port - Tarif m <sup>2</sup> /an  | 373,10 €                           | 373,10 €                           |
| Montant annuel par emplacement (6.60m <sup>2</sup> ) :                             | 2 462,45 €                         | 2 462,45 €                         |
| ▪ Stand de restauration rapide<br>Place du 15ème Corps - Tarif m <sup>2</sup> / an | 479,05 €                           | 479,05 €                           |
| Montant annuel du stand (21.84 m <sup>2</sup> )                                    | 10 462,45 €                        | 10 462,45 €                        |
| ▪ Montant annuel du Manège enfantin<br>Place du 15ème Corps (40 m <sup>2</sup> )   | 136,60 €/m <sup>2</sup><br>5 464 € | 136,60 €/m <sup>2</sup><br>5 464 € |
| ▪ Vente de Fleurs - Toussaint - Cimetière<br>m <sup>2</sup> /jour                  | 2,20 €                             | 2,20 €                             |

**Emplacements occupés par des animations diverses /Jour**

|                                              | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|----------------------------------------------|-------------|-------------|
| ▪ Cirque sans ménagerie                      | 143,20 €    | 143,20 €    |
| ▪ Théâtre de plein air - animations Diverses | 71,60 €     | 71,60 €     |

**Emplacements occupés par divers véhicules ou autres**

|                                                                                                                    | Tarifs 2019            | Tarifs 2020            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| ▪ Présentation commerciale, promotionnelle de véhicules /véhicule/jour                                             | 110 €                  | 110 €                  |
| ▪ Camion vente outillage / 40 m <sup>2</sup> /Jour                                                                 | 4 €<br>soit 160 €/jour | 4 €<br>soit 160 €/jour |
| ▪ Forfait service voiturier / pupitre / saison<br>(sur la base du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre = 214 jours) | 2 500 € / an           | 2 500 € / an           |
| ▪ Stationnement des véhicules du service voiturier /véhicule/semaine                                               | 160 €                  | 160 €                  |
| ▪ Occupation illégale du domaine public par un pupitre du service voiturier /an                                    | 3 500 €                | 3 500 €                |

**Forfait<sup>3</sup> fête foraine période Bravade**

|                                                                         | Tarifs 2019 | Tarifs 2020 |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| ▪ Manèges divers + 100 m <sup>2</sup>                                   | 808,20 €    | 808,20 €    |
| ▪ Marchands & industriels forains & baraques divers<br>(mètre linéaire) | 17,15 €     | 17,15 €     |
| ▪ Manèges divers + 50 m <sup>2</sup>                                    | 329,65 €    | 329,65 €    |

<sup>3</sup> Durée de la fête foraine

|                                                 |          |                 |
|-------------------------------------------------|----------|-----------------|
| ▪ Manèges de moins de 50 m <sup>2</sup>         | 134,35 € | <b>134,35 €</b> |
| ▪ Gonflables divers (à l'unité)                 | 68,55 €  | <b>68,55 €</b>  |
| ▪ Forfait branchement électricité - manèges :   | 58 €     | <b>58 €</b>     |
| ▪ Forfait carte du parking du port / véhicule : |          |                 |
| * 1 <sup>ère</sup> carte / attraction           | 53 €     | <b>53 €</b>     |
| * Cartes suivantes / véhicules accompagnants    | 20 €     | <b>20 €</b>     |

▪ Pénalités de **50 %** du montant dû en cas de départ sans payer la redevance des droits de place (fête foraine).

▪ L'occupation sans droit ni titre pour les droits de place, s'applique aux établissements ou aux personnes qui occupent le domaine public sans aucune autorisation de l'autorité territoriale (tarifs droits de voirie de l'article 2.6).

### **Le Conseil Municipal**

**Après en avoir délibéré,**

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances du 9 décembre 2019,

Vu la consultation des syndicats de commerçants non sédentaires en date du 17 octobre 2019, conformément à l'article L.2224-18 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

1. **FIXE** comme détaillés ci-dessus, les tarifs des droits de place et de voirie au titre de l'exercice 2020,

2. **PRECISE** que ces recettes seront encaissées aux articles 70321, 7336 et 7338 de la section de fonctionnement du budget communal.

**VOTE :**        **22 pour**

**5 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel)**

**2019 / 253**

**Réactualisation au 1<sup>er</sup> janvier 2020 des redevances perçues dans le cadre de l'exploitation du port de Saint-Tropez.**

Le service du port présente chaque année, le catalogue d'outillage public réglementaire qui comporte les différents tarifs d'exploitation du port et leurs conditions d'exploitation.

Pour 2020, il est proposé d'actualiser la redevance « passage » de **6 %**.

Il est proposé aussi de modifier le tarif des forfaits par jour d'escale des navires de croisière. En effet, suite à une réunion d'information en Préfecture concernant la sécurité des navires, il est apparu que nous devons prendre des dispositions pour la saison 2020. Il s'agit entre autres, d'un contrôle d'accès dans les zones d'accès restreint qui seront activées durant les escales. Ces contrôles nécessitent du personnel spécialement formé auquel sera délivré un agrément par la Préfecture.

Les premières escales à Saint-Tropez débutent en avril jusqu'au Voiles de Saint-Tropez, soit pour 2019, 77 escales pour 27 navires. Certains navires ayant relâché 18 fois. Les redevances appliquées sont forfaitaires suivant la capacité des navires.

**Le Conseil municipal,**

**Après avis favorables du conseil d'exploitation du port en date du 29 octobre 2019, du conseil portuaire en date du 29 octobre 2019 et de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,**

**Après en avoir délibéré,**

1. **ACCEPTE** le barème des redevances perçues dans le cadre de l'exploitation du port et ses conditions d'application au titre de 2020,
2. **AUTORISE** Monsieur le Maire à faire appliquer ce nouveau barème,
3. **PRECISE** que ces recettes sont encaissées sur le budget annexe du Port.

**VOTE :**        **23 pour**  
                      **4 abstentions (M. Couve, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Roussel)**

**2019 / 254**

**Réhabilitation du stade d'honneur Marcel Aubour. Attribution des marchés de travaux.  
Lot 6 : carrelage - faïence.**

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

1. **ATTRIBUE** le marché concernant le lot 6 « carrelage - faïence » dans le cadre des travaux de réhabilitation du stade d'honneur à la SAS FPB SIMEONI pour un montant de 50 908 € HT.
2. **DIT** que la dépense correspondante sera imputée au chapitre 23, fonction 412, article 2313, service gestionnaire 007, opération 1015.
3. **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à passer et signer le marché avec l'entreprise attributaire désignée ci-dessus.

**VOTE :**        **19 pour**  
                      **1 abstention (M. Gasparini)**  
                      **7 contre (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel, Mme Guérin, M. Roussel)**

**2019 / 255**

**Mise en œuvre de l'emplacement réservé n° 9 « élargissement de la route des Carles ». Acquisition d'une parcelle à la SCI Hauts des Carles. Autorisation de signature.**

VU le PLU approuvé par délibération du Conseil municipal du 27 juin 2013 et ses modifications,

VU la révision du PLU engagée par délibération du Conseil municipal du 12 avril 2016 ;

VU l'emplacement réservé n°9 « Aménagement et élargissement de la route des Carles »,

VU le courrier de la SCI HAUTS DES CARLES proposant la parcelle à créer d'une superficie de 153 m<sup>2</sup> au prix de 10 000 € reçu le 31 juillet 2019,

VU l'avis favorable de la commission Travaux-Finances-Administration Générale en date du 9 décembre 2019,

**Considérant** que le montant de l'acquisition est inférieur au seuil de saisine de France Domaine,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

1. **ACCEPTE** la proposition de la SCI HAUTS DES CARLES.
2. **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte d'achat de la parcelle issue de BK 158 pour 153 m<sup>2</sup> au prix de 10 000 € sans charge.
3. **DIT** que les frais d'acte seront supportés par la commune.

**VOTE :**        **25 pour**  
                      **2 abstentions (M. Couve, Mme Hamel)**

**2019 / 256**

**Acquisition de la parcelle AE 5 appartenant au Conseil départemental. Autorisation de signature.**

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,  
Vu le courrier du Président du Conseil départemental validant le principe d'une vente au prix proposé en date du 27 septembre 2019,  
Vu la désaffectation et le déclassement du domaine public de la propriété départementale cadastrée AE 5 sise à Saint-Tropez,  
Vu l'avis de France domaine en date du 12 mars 2019 fixant la valeur vénale du bien à 1 787 000 €.  
Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**DECIDE D'ACQUERIR** la parcelle départementale AE 5 d'une contenance de 288 m<sup>2</sup> appartenant au domaine privé du département, au prix de **1 608 300 € (un million six cent huit mille trois cents euros)**.

**AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte administratif à intervenir et tout acte afférent à cette décision.

**VOTE :**        **25 pour**  
                      **2 abstentions (M. Couve, Mme Hamel)**

**2019 / 257**

**Modification de la représentation des membres du conseil d'exploitation du port.**

Suite à la démission de Monsieur Claude Bérard de son poste de premier adjoint et du remplacement de Monsieur Pierre-Yves Barasc à la présidence de la Société Nationale de Sauvetage en Mer de Saint-Tropez, il est proposé au Conseil Municipal de modifier la liste des membres du conseil d'exploitation du port comme suit :

**6 membres du Conseil municipal**

**Titulaires :**

Jean-Pierre Tuveri  
Georges Giraud  
Pierre Restituto  
Michel Perrault  
Franck Boumendil  
Claude Hautefeuille

**Suppléants :**

Michel Guibourg  
Sylvie Siri  
André Anselmi  
Henri Prévost Allard  
Jeannine Serra  
Jocelyne Girodengo

**3 membres extérieurs**

**Représentation de l'activité « Pêche » :**

**Titulaire :** Guy D'Arco

**Suppléant :** André Raggio

**Représentation de l'activité « Nautisme » :**

**Titulaire :** Tony Oller

**Suppléant :** Patrick Dalle Ore

**Représentation de l'activité «SNSM» :**

**Titulaire :** Jean-Claude Olivier

**Suppléant :** Frédéric Saveuse

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** la modification des membres du conseil d'exploitation du port comme détaillée ci-dessus.

**VOTE :**    **20 pour**  
                      **2 abstentions (Mme Guérin, M. Roussel)**  
                      **5 contre (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel)**

**2019 / 258**

**Avenant n° 1 au bail emphytéotique administratif de la gendarmerie conclu avec la Semagest.**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU le projet d'avenant n° 1 au bail emphytéotique administratif du 1<sup>er</sup> décembre 2004 à intervenir entre la Commune et la SEMAGEST,

Après en avoir délibéré,

1. **DECIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 au bail emphytéotique administratif de la Gendarmerie à intervenir avec la SEMAGEST.

2. **PRECISE** que les autres clauses du bail demeurent inchangées et sont applicables pour cet avenant n° 1.

**VOTE :**        22 pour

5 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel)

**2019 / 259**

**Avenant n° 2 à la convention de construction et d'exploitation de la résidence Logis Saint-Antoine avec la Semagest.**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU le projet d'avenant n° 2 à la convention du 27 avril 1998 à intervenir entre la Commune et la SEMAGEST,

Après en avoir délibéré,

1. **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 à la convention de construction et d'exploitation de la Résidence « Logis Saint-Antoine » à intervenir avec la SEMAGEST.

2. **PRECISE** que les autres clauses de la convention demeurent inchangées et sont applicables pour cet avenant n° 2.

**VOTE :**        22 pour

5 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel)

**2019 / 260**

**Avenant n° 4 à la convention de construction et d'exploitation de la Résidence Saint-Roch avec la Semagest.**

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU le projet d'avenant n° 4 à la convention du 18 janvier 1999 à intervenir entre la Commune et la SEMAGEST,

Après en avoir délibéré,

1. **DECIDE** d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 4 à la convention de construction et d'exploitation de la Résidence « Saint-Roch » à intervenir avec la SEMAGEST.

2. **PRECISE** que les autres clauses de la convention demeurent inchangées et sont applicables pour cet avenant n° 4.

**VOTE :**        22 pour

5 abstentions (M. Bérard, M. Couve, Mme Pelepol, M. Mède, Mme Hamel)

Le Département du Var et la Commune de Saint-Tropez ont conclu une convention relative à l'organisation et au financement des transports, en date du 17 mai 2010.

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite « Loi NOTRe) induit une nouvelle répartition des compétences entre collectivités territoriales.

Au titre de cette loi, la Région se voit confier la compétence des transports scolaires dès le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

La région définit l'étendue et la nature des compétences déléguées à l'Autorité Organisatrice de second rang (AO2) que sont les communes, dans le domaine de l'organisation des transports scolaires.

C'est pourquoi la Commune de Saint-Tropez doit signer une nouvelle convention relative à l'organisation des transports scolaires avec la région Provence Alpes Côte d'Azur.

Cette convention entre en vigueur à compter de l'année scolaire 2019-2020. Elle détaille :

- L'organisation du réseau régional ;
- Les critères de prise en charge des élèves, définis dans le règlement régional des transports, qui impliquent des modifications par rapport :
  - à l'organisation en vigueur jusqu'à présent ; les ayants-droits doivent résider à plus de trois kilomètres de l'établissement scolaire, contre un kilomètre et demi auparavant ;
  - aux modalités d'inscription des élèves ayants-droits, avec la mise en place d'un dispositif d'inscription en ligne en direct par les familles ; les communes n'ayant plus la charge de cette inscription ; la région ne collecte plus les frais d'inscription qui sont réglés en direct par les familles.
- Les clauses du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) en application de la réglementation européenne.

Cette convention est conclue pour une durée de dix ans et abroge la précédente convention.

**Le Conseil Municipal,**

**Après avoir pris connaissance de la convention entre la région Provence Alpes Côte d'Azur et la commune de Saint-Tropez concernant l'organisation des transports scolaires et après en avoir délibéré,**

**AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.**

**VOTE :        Unanimité**

**2019 / 262**

**Mise en place d'un espace numérique de travail (ENT) pour l'école élémentaire publique. Autorisation de signature d'une convention de partenariat avec les services de l'éducation nationale du Var.**

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

1. **AUTORISE** Monsieur le Maire à conclure et signer la convention de partenariat à intervenir entre Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur des services de l'Education nationale du Var, pour la mise en place d'un espace numérique de travail à l'école élémentaire publique de Saint-Tropez.

2. **PRECISE** que la convention de partenariat jointe à la présente délibération est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**VOTE :**        *Unanimité*

**2019 / 263**

**Marchés à bons de commandes relatifs aux appels d'offres collectifs lancés par le groupement de commandes des collectivités territoriales du Var en matière de fournitures courantes. Autorisation de signature des marchés attribués et engagés pour les années 2020 et 2021.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2122-21,

VU la délibération du Conseil Municipal n°84/88 du 14 juin 1984 portant adhésion de la Commune au Syndicat Intercommunal Varois d'Achats Alimentaires et Divers (SIVAAD) ;

VU la délibération n°2014/52 du 23 avril 2014 portant adhésion de la commune au Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var ;

VU l'avis favorable de la commission « Travaux-Finances-Administration Générale » du 27 novembre 2019,

**CONSIDERANT** la nécessité de conclure les marchés de fournitures courantes, issus des appels d'offres collectifs lancés par le Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var et ce, afin d'assurer le fonctionnement des différents services municipaux ;

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

1. **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les actes d'engagements individuels avec les fournisseurs attributaires des lots de fournitures courantes, issus des appels d'offres collectifs lancés par le Groupement de Commandes des Collectivités Territoriales du Var, tels que détaillés en annexe, par lot et par fournisseur.

2. **STIPULE** que les marchés seront exécutables pour les années 2020 et 2021.

3. **DIT** que les crédits nécessaires à ces dépenses seront inscrits au budget primitif de la commune et des budgets annexes pour les exercices 2020 et 2021, par chapitre, aux articles et fonctions correspondants à ces fournitures.

4. **PRECISE** que les actes d'engagements correspondants seront exécutifs à la date de notification aux fournisseurs attributaires.

**VOTE :**        *Unanimité*

2019 / 264

**Avenant n° 1 à la convention de concession d'utilisation de la marque Saint-Tropez avec la SARL BEMY. Autorisation de signature.**

Le Conseil Municipal,

VU les articles 2044 et suivants du Code civil ;

VU les articles L. 711-1 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle définissant notamment la marque ;

VU l'article L. 713-1 du Code de la Propriété Intellectuelle selon lequel l'enregistrement de la marque confère à son titulaire un droit de propriété de cette marque pour les produits et services qu'il a désignés ;

VU les articles L. 713-2 et L. 713-3 du Code de la Propriété Intellectuelle interdisant notamment les actes de contrefaçon ;

VU le dépôt de la marque française « SAINT-TROPEZ » dans les 42 classes de produits et services sous le n°92408122 en date du 20 avril 1992, renouvelé le 2 mars 2002 puis le 11 janvier 2012 dans les 45 classes de produits et services ;

Après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 avec la société « BEMY ».

**VOTE :**        **Unanimité**

2019 / 265

**Modification du tableau des effectifs. Création d'emplois pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire et/ou saisonnier d'activité.**

Il est proposé de créer :

1° - A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 : Au titre de l'accroissement saisonnier d'activité (art.3-2° de la loi n°84-53 du 26/01/1984) :

| GRADES/EMPLOIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | NOMBRE D'EMPLOIS |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <b>. <u>Agent de surveillance de la voie publique (Police municipale)</u></b><br>Les agents recrutés devront bénéficier d'un agrément du Procureur.<br>La rémunération s'effectuera sur la base du 1 <sup>er</sup> échelon de l'échelle C1, indice brut 350<br>Les agents pourront bénéficier de l'indemnité spéciale de fonctions des gardiens de police municipale.                   | 30               |
| <b>. <u>Adjoint administratif (Divers services)</u></b><br>La rémunération s'effectuera sur la base du 1 <sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350                                                                                                                                                                                                                                | 5                |
| <b>. <u>Adjoint du patrimoine (Citadelle-Annonciade-Gendarmerie)</u></b><br>La rémunération s'effectuera sur la base du 1 <sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350                                                                                                                                                                                                               | 18               |
| <b>. <u>Adjoint d'animation (Centre de loisirs et CLJ)</u></b><br>Les agents seront chargés d'organiser les activités des enfants admis au centre de loisirs sans hébergement.<br>La rémunération s'effectuera sur la base du 1 <sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350                                                                                                         | 20               |
| <b>. <u>Adjoint technique (Divers services)</u></b><br>La rémunération s'effectuera sur la base du 1 <sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350                                                                                                                                                                                                                                    | 15               |
| <b>. <u>Adjoint technique (surveillance des parkings)</u></b><br>La rémunération s'effectuera sur la base du 5 <sup>ème</sup> échelon du grade, indice brut 356                                                                                                                                                                                                                         | 3                |
| <b>. <u>Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe (T.P.U.)</u></b><br>L'agent recruté devra être titulaire du permis transport en commun et avoir subi avec succès un examen psychotechnique<br>La rémunération s'effectuera sur la base du 1 <sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 353                                                                               | 2                |
| <b>. <u>Educateur des Activités Physiques et Sportives, spécialité natation</u></b><br>L'agent recruté devra être titulaire d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle, délivré dans le domaine du sport, au moins de niveau IV, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles.<br>La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade | 1                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| <p><b>. Educateur des Activités Physiques et Sportives, spécialité tennis</b><br/> Les agents recrutés devront être titulaires d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle, délivré dans le domaine du sport, au moins de niveau IV, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles.<br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade, au prorata du nombre d'heures effectuées</p> | 3 |
| <p><b>. Opérateur qualifié des Activités Physiques et Sportives, spécialité tennis</b><br/> L'agent recruté devra être titulaire au moins d'un titre ou d'un diplôme homologué au niveau V de l'enseignement technologique.<br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade, au prorata du nombre d'heures effectuées</p>                                                                                   | 1 |
| <p><b>. Nageur-sauveteur - Chef de secteur</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade d'opérateur principal des activités physiques et sportives</p>                                                                                                                                                                                                                                               | 1 |
| <p><b>. Nageurs-sauveteurs - Chefs de poste</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade d'opérateur qualifié des activités physiques et sportives</p>                                                                                                                                                                                                                                               | 3 |
| <p><b>. Nageurs-sauveteurs - Adjoints au Chef de poste</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade d'opérateur qualifié des activités physiques et sportives</p>                                                                                                                                                                                                                                    | 3 |
| <p><b>. Nageurs-sauveteurs - Sauveteurs qualifiés</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade d'opérateur qualifié des activités physiques et sportives</p>                                                                                                                                                                                                                                         | 8 |
| <p><b>. Technicien Informatique</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade de technicien</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 1 |
| <p><b>. Ingénieur territorial</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade d'ingénieur</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 1 |
| <p><b>. Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade</p>                                                                                                                                                                                                                                                                              | 2 |

2° - A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 : Au titre de l'accroissement temporaire d'activité (art.3-1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984) :

| GRADES/EMPLOIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | NOMBRE D'EMPLOIS |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| <p><b>. Agent de surveillance de la voie publique (Police municipale)</b><br/> Les agents recrutés devront bénéficier d'un agrément du Procureur.<br/> La rémunération s'effectuera sur la base du 1<sup>er</sup> échelon de l'échelle C1, indice brut 350<br/> Les agents pourront bénéficier de l'indemnité spéciale de fonctions des gardiens de police municipale.</p>                  | 10               |
| <p><b>. Adjoint administratif (Divers services)</b><br/> La rémunération s'effectuera sur la base du 1<sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350</p>                                                                                                                                                                                                                                   | 5                |
| <p><b>. Adjoint du patrimoine (Citadelle-Annonciade-Gendarmerie)</b><br/> La rémunération s'effectuera sur la base du 1<sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350</p>                                                                                                                                                                                                                  | 8                |
| <p><b>. Adjoint d'animation (Centre de loisirs)</b><br/> Les agents seront chargés d'organiser les activités des enfants admis au centre de loisirs sans hébergement.<br/> La rémunération s'effectuera sur la base du 1<sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350</p>                                                                                                                 | 5                |
| <p><b>. Adjoint technique (Divers services)</b><br/> La rémunération s'effectuera sur la base du 1<sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 350</p>                                                                                                                                                                                                                                       | 10               |
| <p><b>. Adjoint technique (surveillance des parkings)</b><br/> La rémunération s'effectuera sur la base du 5<sup>ème</sup> échelon du grade, indice brut 356</p>                                                                                                                                                                                                                            | 3                |
| <p><b>. Adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> classe (T.P.U.)</b><br/> L'agent recruté devra être titulaire du permis transport en commun et avoir subi avec succès un examen psychotechnique<br/> La rémunération s'effectuera sur la base du 1<sup>er</sup> échelon du grade, indice brut 353</p>                                                                                  | 2                |
| <p><b>. Educateur des Activités Physiques et Sportives, spécialité natation</b><br/> L'agent recruté devra être titulaire d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle, délivré dans le domaine du sport, au moins de niveau IV, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles.<br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade</p> | 1                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| <p><b>. Educateur des Activités Physiques et Sportives, spécialité tennis</b><br/> Les agents recrutés devront être titulaires d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle, délivré dans le domaine du sport, au moins de niveau IV, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles.<br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade, au prorata du nombre d'heures effectuées</p> | 3 |
| <p><b>. Opérateur qualifié des Activités Physiques et Sportives, spécialité tennis</b><br/> L'agent recruté devra être titulaire au moins d'un titre ou d'un diplôme homologué au niveau V de l'enseignement technologique.<br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade, au prorata du nombre d'heures effectuées</p>                                                                                   | 1 |
| <p><b>. Technicien Informatique</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade de technicien</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 1 |
| <p><b>. Ingénieur territorial</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade d'ingénieur</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 1 |
| <p><b>. Auxiliaire de puériculture principal de 2<sup>ème</sup> classe</b><br/> La rémunération s'effectuera en fonction de la grille indiciaire du grade</p>                                                                                                                                                                                                                                                                              | 2 |

**Le Conseil municipal,**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3-1° et 3-2°,

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE** de créer les emplois sus-énumérés.

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune, section de fonctionnement, aux fonctions et articles correspondants.

**VOTE :**        **Unanimité**

**2019 / 266**

**Recensement général de la population 2020. Rémunération des agents recenseurs.**

**Le Conseil municipal,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article V,

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

Vu l'avis favorable de la commission « Travaux - Finances - Administration générale » en date du 9 décembre 2019,

**Après en avoir délibéré,**

**1. DECIDE** la création de 20 emplois d'agents recenseurs.

**2. FIXE** la rémunération brute des agents recenseurs à :

- 2 € par bulletin individuel,
- 1,80 € par feuille de logement,
- 40 € par séance de formation,

- 80 € de forfait pour zone très étendue,
- 100 € de forfait pour la tournée de reconnaissance,
- 200 € de prime de bon achèvement.

3. DIT que le coordonnateur bénéficiera d'une augmentation de son régime indemnitaire pour les mois de janvier et février 2020 et que les deux coordonnateurs adjoints bénéficieront d'heures supplémentaires.

4. PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune, section de fonctionnement, aux fonctions et articles correspondants.

**VOTE :**      *Unanimité*

2019 / 267

Convention avec l'association Grand Prix Photo pour l'organisation du 6<sup>ème</sup> grand prix international de photographies de Saint-Tropez. Autorisation de signature.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement son article L.2121-29,

Considérant la nécessité de fixer contractuellement les modalités de participation des différents partenaires au déroulement du « 6<sup>e</sup> Grand prix international de photographies de Saint-Tropez 2020 »,

Après avoir pris connaissance des rôles et obligation de chacun,

1. **APPROUVE** la convention à intervenir entre la Commune et l'association GRAND PRIX PHOTO,

2. **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

**VOTE :**      *Unanimité*

\*\*\*\*\*

Après l'examen de l'ordre du jour, Monsieur le Maire répond à des questions écrites de Madame Vérane Guérin. Les réponses seront portées au procès-verbal du conseil municipal.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 20.

Le Maire,  
  
 Jean-Pierre TUVÉRI